

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°809 / septembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2024

Au 2^e trimestre 2024, **l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 4,8 points pour s'établir à 93,0**, un niveau en deçà de la moyenne de longue période (100).

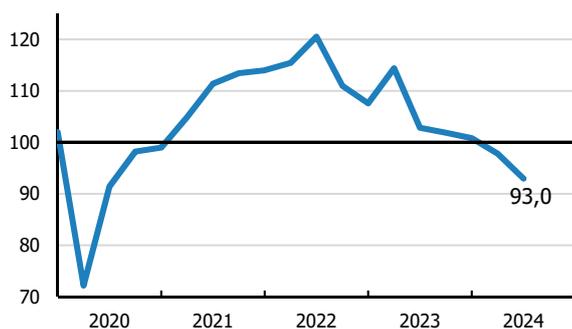
Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique a continué de faiblir sur le territoire par rapport à son niveau moyen. Certes, l'inflation baisse graduellement au 2^e trimestre, mais elle continue de peser sur la situation financière des ménages et leur niveau de consommation. Le marché du travail montre des signes d'atonie. L'investissement des entreprises est mal orienté, tandis que le marché immobilier résidentiel poursuit son ralentissement.

Tous les secteurs de l'économie sont concernés par cette dégradation de la conjoncture économique. Les anticipations des chefs d'entreprise pour le prochain trimestre restent pessimistes.

L'activité marque bien le pas à La Réunion

La baisse du climat des affaires se poursuit

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

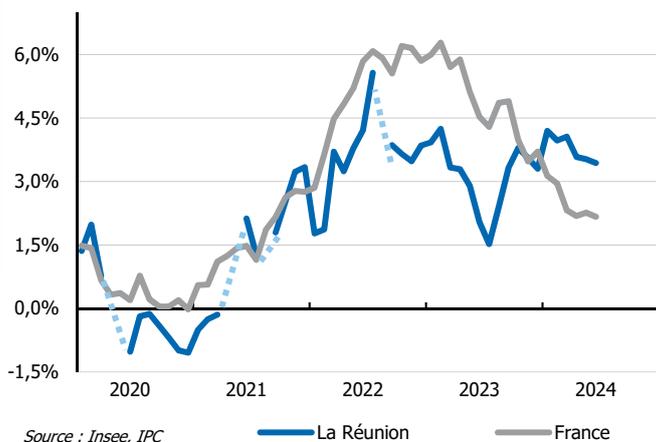
L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, baisse au 2^e trimestre à 93,0 (- 4,8 points par rapport au trimestre précédent). Cette baisse confirme le fléchissement de l'ICA sous sa moyenne de long terme (100) depuis le début de l'année.

Dans le détail, les chefs d'entreprise ont déclaré des niveaux d'activité et d'effectifs pour le 2^e trimestre en baisse significative par rapport à leur niveau moyen. À noter, pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2020, les entreprises déclarent des prix de vente en baisse par rapport à la moyenne historique. Les soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) demeurent négatifs et dégradés par rapport au 1^{er} trimestre.

Ce pessimisme pèse également sur les prévisions du trimestre à venir (3^e trimestre 2024). En effet, les chefs d'entreprise anticipent encore une dégradation de leur activité et une baisse de leurs effectifs, bien que moins soutenues qu'au 2^e trimestre. Le solde des prévisions d'investissement à 12 mois redevient négatif, après trois trimestres bien orientés.

L'inflation baisse graduellement

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel)



Les prix à la Réunion progressent de 3,4 % en glissement annuel à fin juin, contre +4,1 % à fin mars. L'inflation baisse ainsi plus graduellement que dans l'Hexagone (+2,2 %).

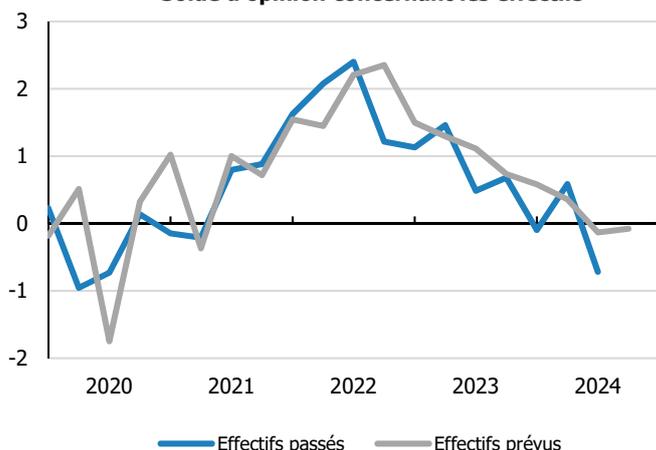
Sur un an, les prix des services (+3,0 %) et les prix de l'énergie (+11,9 %) sont les plus grands contributeurs à l'inflation ce trimestre (respectivement +1,4 point et +0,9 point). Suivent, l'alimentation (+4,5 %, + 0,7 point) et les produits manufacturés (+0,9 %, +0,3 point).

En variation trimestrielle, l'indice des prix à la consommation des ménages stagne au 2^e trimestre (après +0,9 % au 1^{er} trimestre 2024).

Les prix de l'alimentation reculent (-2,6 %) suite à une hausse marquée au 1^{er} trimestre, eu égard au passage du cyclone Belal. Les prix de l'énergie reculent fortement de 1,7 %. Cette baisse est principalement liée à celle des produits pétroliers (-3,2 %). Les prix des produits manufacturés et des services augmentent quant à eux ce trimestre (respectivement +0,9 % et +0,7 %).

Marché de l'emploi : les conditions se dégradent

Solde d'opinion concernant les effectifs

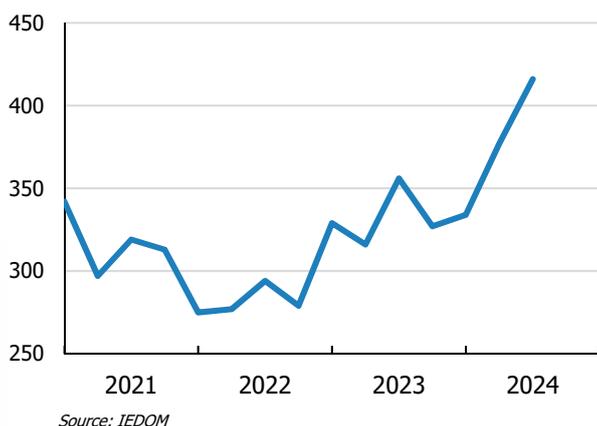


Les conditions sur le marché de l'emploi semblent continuer de se dégrader. Après une hausse au 1^{er} trimestre, les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent des effectifs en net recul par rapport à leur niveau moyen au 2^e trimestre. Ils anticipent également un ralentissement pour le 3^e trimestre 2024.

Par ailleurs, le nombre d'intérimaires a diminué de 13,9 % sur un an. Le nombre de personnes inscrites à France Travail en tant que demandeur d'emploi en fin de mois en catégorie A recule de 0,3 % sur le trimestre (données CVS) à 114 740. Le nombre d'offres déposées par les entreprises au cours du trimestre auprès de France Travail a diminué de 9,1 % sur le trimestre (après une progression de 3,1 % au 1^{er} trimestre).

La vulnérabilité financière des ménages pèse sur la consommation privée

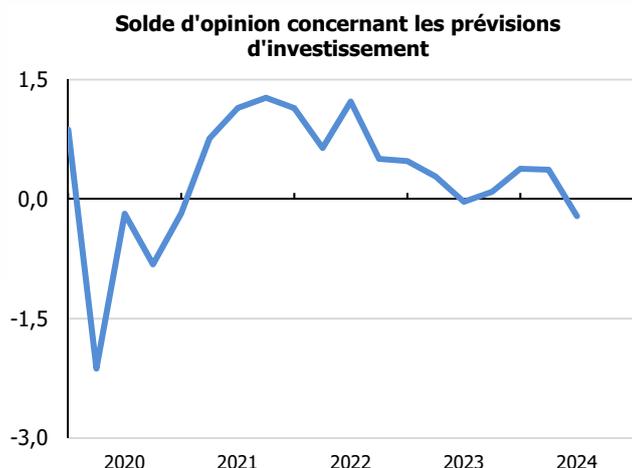
Dossiers déposés auprès
de la commission de surendettement



La vulnérabilité des ménages est en hausse. Le nombre de personnes en difficulté financière déposant un dossier auprès de la commission de surendettement de l'IEDOM progresse de 10,3 % ce trimestre. Notamment, entre avril et juin, le nombre de dossiers augmente de 20,2 % par rapport à 2019 qui correspond à l'année de référence hors période pandémique.

Cette dégradation de la situation financière des ménages et la persistance d'une inflation élevée pèsent sur le niveau de consommation. En effet, les chefs d'entreprise du secteur du commerce déclarent une forte détérioration de leur activité au 2^e trimestre, à l'image des ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre d'immatriculations, en baisse de 5,1 % sur le trimestre (données CVS). Les importations en valeur des biens d'équipement du foyer reculent également (-5,5 % en CVS) tandis que les importations des produits courants progressent de +3,6 % (en CVS).

Des prévisions d'investissement mal orientées



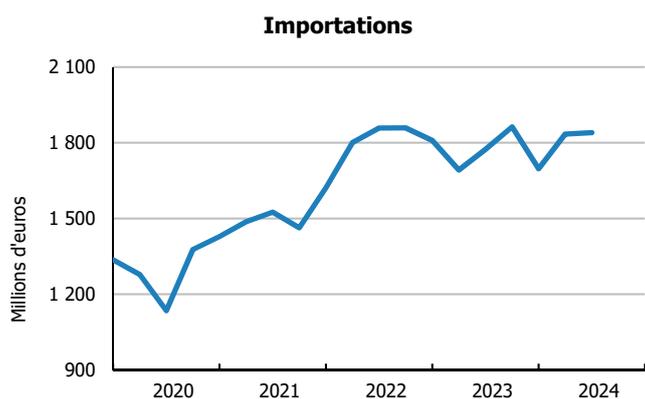
Source : IEDOM, Enquête de conjoncture

Les prévisions d'investissement à 12 mois déclarées par les chefs d'entreprise sont en baisse pour la première fois depuis un an.

Dans le même sillage, l'investissement résidentiel reste en bas de cycle. Le marché des transactions immobilières (dans l'ancien) baisse de 18,7 % en cumul sur 12 mois à fin juin, après -18,3 % à fin mars 2024. Les importations de biens d'équipement professionnel reculent de 5,3 % sur le trimestre. En outre, les montants alloués à la construction publique baissent de 36,2 % (données CVS).

Les importations de biens intermédiaires sont, néanmoins, en hausse (+ 3,9 %).

Les échanges extérieurs fléchissent



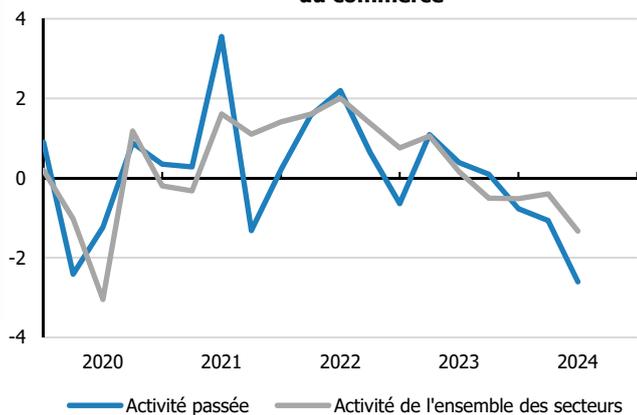
Source : Douanes, CVS IEDOM

Le niveau des importations stagne sur le trimestre (+0,3 % en données CVS), après une hausse de 8 % au trimestre précédent. Cette évolution est le résultat, d'une part, de la hausse des importations de biens courants (+3,6 %, données CVS), des biens intermédiaires (+3,9 %) et des produits des industries agroalimentaires (IAA, +0,2 %). Et, d'autre part, du recul des importations de biens d'équipement de foyer (- 5,5 %) et professionnels (-5,3 %).

Après une inflexion au 1^{er} trimestre, les exportations baissent de 22,9 % (en valeur, données CVS). Cette progression trimestrielle s'explique par la baisse des exportations de produits agricoles, notamment celles des fruits tropicaux qui étaient élevées en début d'année. Les exportations de IAA progressent néanmoins de 9,8 % sur le trimestre.

Le ralentissement économique n'épargne aucun secteur

Solde d'opinion concernant l'activité du secteur du commerce

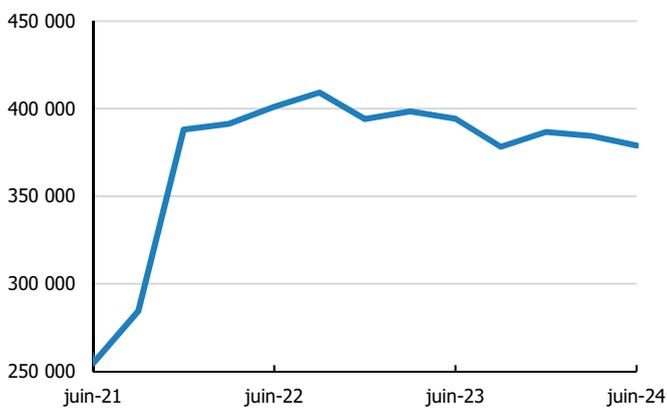


Source : IEDOM, Enquête de conjoncture

Le secteur du **commerce** semble l'un des plus affectés par la dégradation de la conjoncture économique. Les professionnels interrogés déclarent une activité en net recul sur les trois derniers mois. Le solde d'opinion est à un niveau proche de celui du 1^{er} trimestre 2020. Le niveau des stocks de produits finis progresse en lien avec le ralentissement de la consommation des ménages.

Les professionnels du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** notent une baisse significative de leur niveau d'activité dans le sillage de la baisse des abattages bovins (-2,5 % sur le trimestre, données CVS). Les chefs d'entreprise déclarent une dégradation de leurs charges d'exploitation dont le solde d'opinion est significativement inférieur à la moyenne de longue période depuis le début de la crise sanitaire. Néanmoins, les carnets de commandes progressent fortement sur le trimestre, coïncidant avec une prévision d'activité positive pour le 3^e trimestre.

Nombre de nuitées hôtelières

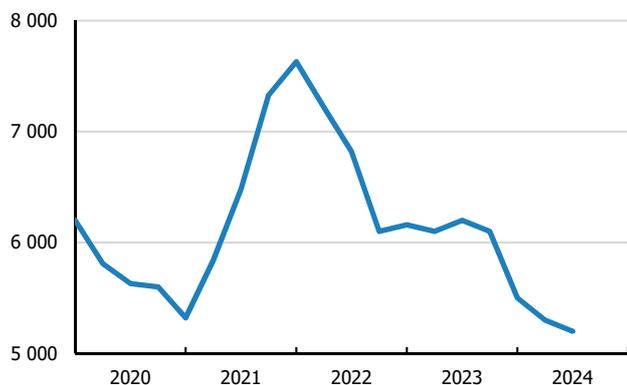


Source : Insee, données CVS

L'activité dans le secteur du **tourisme** se dégrade depuis le 2nd semestre 2023 selon les chefs d'entreprise interrogés. Au 2^e trimestre, le rythme de détérioration de l'activité est moins soutenu qu'au 1^{er} trimestre. Le nombre de nuitées diminue (-1,4 %, données CVS). Le taux d'occupation des hôtels recule de 3,8 points de pourcentage en glissement annuel. Le nombre de passagers sur l'axe Réunion-Métropole stagne (+0,9 % données CVS) après une forte progression au 1^{er} trimestre (+3,2 %). Les chefs d'entreprise témoignent de leur inquiétude concernant l'impact sur leur activité des récentes difficultés rencontrées par deux grandes compagnies aériennes régionales (Air Austral et Air Mauritius).

Les entrepreneurs du secteur des **industries manufacturières** portent quant à eux un jugement négatif sur la dynamique de leur activité. Les soldes de gestion continuent de se détériorer. Seules les prévisions d'investissement demeurent bien orientées.

Évolution des logements mis en chantier



Source : Deal Réunion, cumul annuel

L'activité et les carnets de commandes du secteur de **la construction et des travaux publics** continuent de se dégrader sur le trimestre, mais à un rythme moins élevé qu'aux trimestres précédents. Dans ce contexte, le nombre de logements mis en chantier diminue de 1,9 % sur le trimestre. En revanche, les commandes de travaux routiers progressent de 19,8 % (données CVS), notamment du fait de la préparation du chantier de la seconde section de la Nouvelle route du littoral.

Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** constatent une détérioration de l'activité sur le 2^e trimestre, après une amélioration au trimestre précédent. Les professionnels déclarent une légère hausse du niveau de leur prix. Le niveau de trésorerie se dégrade, à l'instar des prévisions d'investissements dont le solde d'opinion devient négatif ce trimestre.

La conjoncture régionale et internationale

LES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE BIEN ORIENTÉES

En **Afrique du Sud**, l'économie se redresse au 2^e trimestre 2024 : la banque centrale estime la croissance économique à +0,6 %, après une légère contraction de 0,1 % au premier trimestre. Elle anticipe une amélioration de l'activité économique à moyen terme soutenue par un approvisionnement en électricité plus fiable et une amélioration de la logistique. Toutefois, l'économie sud-africaine peine à retrouver les rythmes de croissance d'avant la crise covid. L'inflation continue d'être au-dessus de l'objectif de 4,5 % de la Banque centrale, qui maintient son taux directeur à 8,25 %.

À **Madagascar**, l'activité économique s'améliore au 2^e trimestre selon l'enquête de conjoncture de la Banque centrale. Cependant, les exportations de biens s'inscrivent en net repli au 1^{er} semestre 2024 : -27,9 % par rapport à 2023 sur la même période. Les exportations de vanille chutent de 43,2 %, en raison d'une forte contraction des prix mondiaux. Le secteur tourisme continue de connaître une croissance soutenue, s'approchant de sa performance d'avant crise sanitaire. L'inflation demeure relativement élevée (+7,3 % en avril et mai 2024), incitant la banque centrale à relever de nouveau son taux directeur à 9,5 %.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique s'inscrit en repli de 6,9 % au 2^e trimestre 2024 sur un an, après un bon 1^{er} trimestre (+11,4 %). Le nombre de touristes progresse néanmoins de 2,4 % sur le semestre par rapport au 1^{er} semestre 2023. La faible inflation (+0,6 % à juillet sur un an) pousse la Banque centrale seychelloise à maintenir son taux directeur à 1,75 % (juillet 2024).

À **Maurice**, l'activité économique ralentit en début d'année, avec une croissance du PIB de +0,8 % (CVS) au 1^{er} trimestre 2024, après 2 trimestres consécutifs très dynamiques (+2,3 % au 3^e trimestre 2023 et +2,4 % au 4^e trimestre). La demande intérieure reste élevée, dans le sillage des investissements en produits de la construction, tandis que l'activité des entreprises exportatrices est mal orientée ce trimestre (-3,3 %, CVS, après +1,4 %). Les prévisions de croissance demeurent néanmoins positives : +6,5 % pour 2024 selon le Bureau statistique.

Aux **Comores**, l'activité économique est favorable en 2023, avec une hausse de plus de 3 % de la croissance du PIB selon la Banque mondiale. Cette croissance provient en partie du retour de la diaspora, notamment de France, et de l'activité liée aux « grands mariages ». La Banque mondiale confirme cette bonne orientation de l'économie comorienne dans l'avenir avec une croissance estimée à +3,9 % entre 2024 et 2026 en moyenne.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque mondiale.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du *World Economic Outlook* évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux Etats-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux Etats-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les Etats-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages en lien avec la hausse des salaires réels, et à une hausse des investissements productifs en faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^{ème} trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
Annexes statistiques et méthodologie

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteur : T. CABELLO
Éditeur : IEDOM